[31 mai 2009, n° Alésia]

www.europeennes2009.fr

Une France LIBRE
Une Europe UTILE



Jean-Pierre Enjalbert

Dominique Mahé



Vu, les candidats.

avec

NICOLAS DUPONT-AIGNAN



Assez du mépris du peuple !

Faisons respecter notre vote

Leurs échecs

53%
des irlandais ont voté NON au traité de Lisbonne. Le lendemain, les dirigeants européens leur expliquaient qu'ils devraient revoter…

Le 29 mai 2005, 55% des Français rejetaient par référendum le projet de Constitution européenne. En 2008, l'UMP, le PS, le Modem et les Verts approuvaient au Parlement le traité de Lisbonne, pourtant copie conforme de cette Constitution !

En novembre 2006, Nicolas Sarkozy déclarait : « je demande la suppression de toutes les négociations avec la Turquie. Ce n'est pas négociable ». Depuis, il a accepté l'ouverture de 8 nouveaux chapitres de négociations avec la Turquie !

Le Traité de Lisbonne, promu par « l'UMPS », dérégule encore plus l'économie et renforce les pouvoirs des organismes non élus : Commission européenne, Cour européenne de Justice, Banque centrale européenne…

Nos solutions

PROPOSER un nouveau traité européen, court, approuvé par référendum le même jour dans tous les pays de l'Union.

ROMPRE les négociations d'adhésion avec la Turquie et préférer un partenariat comme avec la Russie. Organiser un référendum pour tout nouvel élargissement.

SUPPRIMER la Commission de Bruxelles pour rendre le pouvoir aux citoyens et à leurs élus.

Découvrez notre projet de traité sur notre site www.europeennes2009.fr

Assez de l'uniformisation !

Laissons vivre notre pays

Leurs échecs

60%
de nos lois sont inspirées à Bruxelles par des technocrates non élus !

De la remise en cause de la laïcité à la suprématie de l'anglais en passant par la règlementation des fromages, du vin rosé et de la chasse, Bruxelles se mêle de tout à tort et à travers !

L'Europe passoire : l'Espagne a régularisé 800.000 clandestins qui peuvent vivre dans les autres pays dont les prestations sociales sont les plus généreuses.

Avec le traité de Lisbonne (article 27-7), la France n'aurait pas pu faire entendre sa voix sur la guerre en Irak.

10 milliards €, c'est ce que l'Union Européenne coûte chaque année à la France (la différence entre ce que notre pays verse à l'Union et ce qu'il reçoit d'elle).

Nos solutions

DÉLIMITER strictement dans un nouveau traité les compétences de l'Union et laisser les Nations gérer démocratiquement leurs affaires.

INSTAURER des contrôles aux frontières, sans interdir la libre circulation (lorsque l'on monte dans un avion, notre identité est vérifiée ; pourquoi les douanes ne feraient-elles pas la même chose ?).

CHOISIR une défense indépendante des Etats-Unis et de l'OTAN et mettre en oeuvre des coopérations militaires entre les pays de l'Union.

ORGANISER un financement "à la carte" de projets concrets, assuré par les pays qui y participent, à l'exemple de l'Agence spatiale européenne qui a réussi la fusée Ariane.

Assez des délocalisations !

Défendons nos emplois



40%

de la production automobile française a été délocalisé entre 2004 et 2008, soit 1.200.000 voitures de moins fabriquées en France

Leurs échecs	Nos solutions
Quand il s'agit de sauver les profits et les bonus des banques, les dirigeants européens savent s'entendre. Mais pour sauver l'emploi, aucun plan de relance européen sérieux n'a été mis en œuvre !	LANCER des programmes massifs d'investissements dans les secteurs d'avenir (transports propres, énergies renouvelables, lutte contre le cancer…).
Avec le libre échange déloyal, de plus en plus d'entreprises délocalisent dans les pays à très bas coût de production.	ORGANISER un protectionnisme européen raisonnable et instaurer des droits de douane pour faire cesser le dumping social et environnemental.
L'euro est 25 % plus cher que le dollar et 80% plus cher que le yuan chinois. Résultat : nos exportations s'effondrent et le chômage explose. Même le fuselage de l'Airbus A350 va être fabriqué aux Etats-Unis !	RÉFORMER l'Euro en profondeur afin de baisser le coût du crédit et de rendre notre monnaie compétitive face au dollar et au yuan.
Avec le démantèlement de la Politique Agricole Commune, les consommateurs payent plus et les agriculteurs gagnent moins.	GARANTIR les prix et la qualité pour permettre aux agriculteurs de vivre de leur travail et aux consommateurs de ne plus subir le yoyo des prix mondiaux.

Assez du nivellement par le bas !

Améliorons notre qualité de vie



137€

soit 10% du SMIC français, c'est le salaire mensuel minimum en Roumanie, .

Leurs échecs	Nos solutions
Explosion des tarifs du gaz et de l'électricité, fermeture de bureaux de poste et de lignes SNCF : au sommet de Barcelone en 2002, le PS et l'UMP ont accepté le démantèlement des services publics.	LAISSER chaque pays libre d'organiser ses services publics comme il l'entend, seule solution pour garantir l'égalité des citoyens et l'aménagement du territoire.
Semaine de 60 heures, directive Bolkestein faussement corrigée… : Bruxelles remet en cause les avancées sociales au nom d'un dogmatisme ultralibéral.	DÉFENDRE nos droits sociaux, nos PME, nos artisans et nos commerçants.
La Commission veut imposer en France le maïs OGM Monsanto. Elle défend davantage les gros intérêts financiers que la santé et l'environnement.	PRÉFÉRER la qualité de nos aliments au principe de la libre concurrence. Chaque pays doit être libre de faire jouer sa clause de sauvegarde.
Bruxelles veut obliger nos hôpitaux déjà saturés à prendre en charge les patients européens qui ne cotisent pas à notre Sécurité Sociale et veut aussi autoriser les groupes financiers à acheter les pharmacies et les laboratoires médicaux.	RÉSERVER l'hôpital public français à ceux qui cotisent dans notre pays et maintenir le secteur de la santé à l'abri des groupes financiers.



Retrouvez-nous sur
www.europeennes2009.fr

Les promoteurs de l'Europe de Bruxelles avaient promis qu'on les jugerait aux résultats.

Le verdict est aujourd'hui sans appel : les pays de l'Union, dont le nôtre, s'enfoncent dans la crise.

De l'UMP au PS en passant par le MoDem et les Verts, **la quasi-totalité des politiques français ont signé tous les traités européens qui depuis trente ans, nous ont mis dans cette situation**.

Ils ont même été jusqu'à imposer le traité de Lisbonne, copie conforme de la Constitution européenne que les Français ont massivement rejetée en 2005 par référendum.

Cela ne les empêche pas aujourd'hui de vous dire qu'ils veulent changer l'Europe ! Mais comment les croire ?

Au contraire, notre pays a besoin de députés neufs, qui se battront pour :
- le respect du suffrage universel,
- un protectionnisme européen raisonnable qui protège nos emplois,
- une réforme en profondeur de l'euro pour redresser notre économie,
- des programmes massifs d'investissements dans les secteurs d'avenir…

Le 7 juin, en votant pour les listes gaullistes Debout la République, vous avez l'assurance d'envoyer au Parlement européen des députés qui veulent une Europe radicalement différente.



Maire d'Yerres
Député de l'Essonne
Président de Debout la République



Ile-de-France : JEAN-PIERRE ENJALBERT (maire de Saint-Prix dans le Val d'Oise, conseiller général), DOMINIQUE MAHÉ (gérante de TPE à Paris) et NICOLAS DUPONT-AIGNAN (député-maire de Yerres en Essonne)

Grand Est : JEAN-PIERRE GÉRARD (chef d'entreprise à Besançon, président du Club des N°1 mondiaux français à l'export) et ELISABETH LAITHIER (maire-adjoint de Nancy)

Grand Sud-Est : MICHÈLE VIANÈS (élue de Caluire et Cuire (Grand Lyon), présidente d'une association pour l'égalité des droits hommes-femmes) et THIERRY GIORGIO (avocat au Barreau de Nice)

Grand Sud-Ouest : HENRI TEMPLE (professeur de droit à Montpellier) et CHRISTIANE BRUNEAU (cadre dans la Fonction Publique dans les Pyrénées-Orientales)

Grand Ouest : CHRISTIAN LECHEVALIER (professeur à Laval, président d'associations de réinsertion par l'emploi) et CHRISTINE TASIN (professeur agrégé de lettres en Charente-Maritime)

Grand Nord-Ouest : THIERRY GRÉGOIRE (hôtelier-cafetier dans le Pas-de-Calais, président départemental d'un Syndicat des métiers de l'hôtellerie) et BRIGITTE BRIÈRE (Commandant de réserve de l'armée de l'air)

Massif Central - Centre : JEAN BARRAT (chef d'entreprise dans le Puy-de-Dôme) et CATHERINE DE METZ (sage-femme libérale dans la Région Centre)

SOUSCRIPTION **Aidez-nous à changer d'Europe**

Nom : ______________________ Prénom : ______________________

Adresse : ____

Tel : ________________ Courriel : ____________________________

apporte une contribution financière de ________ euros(*) (*) 5 euros minimum

Chèque à l'ordre de AFDLR à retourner à Debout la République - Boîte postale 18 – 91330 Yerres.
Un reçu vous sera délivré pour vous permettre d'effectuer votre déduction fiscale.

Toute adhésion et tout don donne droit à 66% de réduction d'impôts sur le revenu

Ne pas jeter sur la voie publique.

Pour en savoir plus, retrouvez-nous sur www.debout-la-republique.fr, appelez-nous au 01 69 49 17 37 ou écrivez-nous à Debout la République – BP 18 – 91330 Yerres

Debout la République obéit aux règles de financement et de transparence imposées par les lois régissant le fonctionnement des partis politiques (article L 52-8 du code électoral). Les chèques sont à libeller à l'ordre de l'Association de financement de "Debout la République" (AFDLR) Agrément CNCCFP N° 810 du 10 juin 2002 – Association N° 0912012603 S/préfecture d'Evry déclarée le 5 juin 2002.